



## ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE LA LOIRE

L'Association des Maires Ruraux de la Loire (AMR42) s'alarme de l'application de la loi Rist et de ce qu'elle fait peser sur le centre hospitalier de Feurs en matière d'effectifs déjà en tension. En effet, avec un plafonnement des horaires des médecins intérimaires à 1170 euros par tranche de 24h, les urgences comme d'autres services de l'hôpital se voient gravement menacés. Des Monts du Lyonnais à Noirétable en passant par le secteur est du Forez, ce sont des milliers d'habitants et des dizaines de communes qui voient leur sécurité sanitaire remise en cause. Quotidiennement et depuis 30 ans, dans une volonté d'économies, le principe fondamental d'un égal accès aux soins est remis en cause par les pouvoirs publics. La loi Rist s'appliquant aux seuls établissements publics, le législateur crée une *inégalité de jure*. Ces économies ne sont plus masquées puisque cet argent non dépensé pourrait être réinjecté afin de mieux rémunérer les praticiens hospitaliers comme les ASH ou les IDE. Or, le PLFSS 2023, passé en force à coup d'un énième 49.3, ne le prévoit pas. La santé, comme l'éducation, ne demandent pas d'économies mais bien des moyens pour éviter des drames.

De plus, l'AMR42 souhaite pointer du doigt le récent rapport de la Cour des Comptes sur le « millefeuille territorial ». En effet, la Cour, estimant que la fusion des Régions n'a pas réduit les coûts ni fait disparaître l'échelon départemental, souhaite que la création de communes nouvelles soit une priorité. Pour parfaire le tout, elle estime que la « *taille des communes est devenue un handicap* », tout en vantant le modèle allemand ou espagnol. La France, avec tout le respect qu'elle témoigne à ses voisins, n'est ni l'Allemagne, ni l'Espagne et ces comparaisons incessantes deviennent inappropriées, pour ne pas dire insupportables. L'association souhaite que les gouvernants comprennent que les maires ne veulent pas doucement disparaître et être des administrateurs qui ne finiront plus que par enregistrer les mariages, aussi beau soit ce moment dans une vie. Le lien s'est aujourd'hui distendu entre les citoyens et l'exercice de la démocratie locale. L'AMR42 reste convaincue que le retour des Français dans les urnes et celui de leur confiance envers les institutions passera par le renforcement de l'échelon local. L'association appelle à la tenue d'un réel Agenda rural, comme promis par le Président de la République, pour que la décentralisation promise en 1982 ne soit pas un mirage.

Marc LAPALLUS

**Président de l'AMR42**